

## JOURNÉE MONDIALE DU REIN

### Six millions d'Algériens présentent des risques de maladies rénales

Douze années après la réalisation de la première greffe rénale en Algérie, le 16 juin 1986, la néphrologie aura connu un grand essor. Avec 12 000 cas d'insuffisance rénale chronique, le combat contre cette pathologie n'est pas près de cesser. En effet, plus de 2,25% du budget de la santé sont destinés à la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique et de la transplantation. Trois-quarts des cas susmentionnés étaient traités par dialyse et les tiers restants par greffes rénales. Ce sont là les statistiques exposées par la Société nationale de néphrologie dialyse et transplantation. Réunis hier autour d'une table ronde au forum d'El Moudjahid, les néphrologues ont retracé l'évolution de cette spécialité et ses réalités. En fait, l'avènement des premiers néphrologues algériens formés à l'étranger a mis fin aux souffrances des patients contraints souvent à l'exil thérapeutique. Au nombre de 300, ces néphrologues, dont le Pr Benabadi Mohamed en faisait partie, se sont battus pour que la néphrologie soit reconnue comme une discipline à part entière. Doyen des néphrologues algériens, le Pr Benabadi précisera que la maladie rénale est avant tout une question de prévention. Mais la solution aux IRC reste, selon lui, la transplantation. De ce fait, «les CHU ont lancé un programme de greffes rénales qui aurait donné lieu à 116 greffes en 2007». On compte quelque 839 patients vivant avec des greffons, dont 389 greffés en Algérie. Grâce à la réactivation du programme national de transplantation rénale, près 116 greffes à partir de donneurs apparentés sont réalisées annuellement dans 12 centres greffeurs. «L'objectif demeure d'atteindre les 200 greffes par an», espère le Pr Tahar Rayane, secrétaire général de la SNADT. Cependant, l'incidence de l'IRC est de «4 000 à 4 500 nouveaux cas par an», précise-t-il. Ainsi, près de 10 000 patients sont traités au niveau des 100 230 centres existants. Toutefois, les membres de SNADT ont mis l'accent sur le coût élevé de la prise en charge de la maladie rénale. Le coût moyen d'une hémodialyse varie entre 7 000 DA en centre privé et 12 000 DA au sein des structures sanitaires publiques. Sachant qu'un patient nécessite deux à trois séances par semaine. A ce titre, les intervenants assurent de leur combat «pour une réduction des coûts des médicaments». Longtemps considéré comme sujet tabou, le prélèvement d'organes sur des cadavres a été suscité. Il s'agit d'un problème pluridisciplinaire et beaucoup plus un problème de société. La sensibilisation à ce sujet demande la participation active de religieux, psychologues et autres spécialistes, ont souligné les participants. Selon Benabadi, «la transplantation à partir d'un rein prélevé sur une personne vivante n'est qu'une étape préparatoire au prélèvement d'un rein de cadavre». Cependant, il est à noter que six greffes de reins de cadavre ont déjà été réalisées en 2006 à Constantine. Aussi, la relance d'une campagne de sensibilisation à ce sujet permettrait de sauver des milliers de vie. A ce sujet, une conférence nationale prévue le 16 juin prochain au CHU de Béni Messous traitera des aspects législatifs et religieux du don d'organes en général. Dans ce sens, on apprendra, d'après le Pr Rayane, que «les dispositions législatives modifiées sont très favorables à ce genre de prélèvements». Elles restent tout de même limitées et dépendantes «d'une mauvaise organisation que de problèmes éthiques et religieux liés au don d'organes».

W. Z.

## ÉTUDES UNIVERSITAIRES EN FRANCE

### Campus France Algérie ouvre ses portes

**Les étudiants algériens ou étrangers résidant en Algérie souhaitent poursuivre des études dans une université, grande école ou tout autre établissement d'enseignement supérieur en France doivent désormais passer par le nouveau service appelé Campus France Algérie.**

**Lotfi Merad - Alger (Le Soir)** - Campus France Algérie a été présenté, hier, par Philippe Georgeais, conseiller de coopération et d'action culturelle à l'ambassade de France, lors d'une conférence de presse tenue hier au Centre culturel français d'Alger.

Campus France Algérie est implanté au niveau des Centres culturels français (CCF) d'Alger, d'Annaba, de Constantine, Tizi-Ouzou et d'Oran. Ce service est donc une version complétée des Centres d'études en France (CEF) ouverts en 2005, et vise à offrir aux étudiants un accès simplifié pour leur projet d'études en France et les guider dans leurs démarches pédagogiques et administratives.

Outre informer, orienter et conseiller les candidats aux études supérieures dans l'Hexagone, Campus France Algérie permet aux étudiants admis dans les établissements d'enseignement supérieurs français adhérents à la Convention CEF, de bénéficier à leur arrivée en France de

la délivrance du titre de séjour de plein droit. Campus France Algérie est présenté comme un outil opérationnel qui aide l'étudiant à construire son projet d'études et préparer ses entretiens. «Objectif : éviter aux étudiants de s'engager dans des études universitaires inadaptées à leurs capacités et favoriser donc un retour d'investissement puisque les cadres ainsi formés rentreront dans leur pays d'origine et leur permettant de devenir des partenaires privilégiés de la France», soutient Philippe Georgeais. Campus France Algérie offre aux étudiants sur le site ([www.algerie.campusfrance.org](http://www.algerie.campusfrance.org)) ou dans les locaux des cinq CCF une gamme complète de services qui les accompagne tout au long de l'élaboration de leur projet : informations générales et informations pratiques sur le départ et les conditions de vie en France. Le même service offre également aux étudiants un dialogue personnalisé à travers des conseillers qui répondront à leurs questionnements en leur fournissant toutes les informations nécessaires à leurs différentes démarches à accomplir. Les étudiants peuvent, après une inscription préalable sur le site web de campus France Algérie et l'obtention d'un numéro d'identification, dialoguer avec des interlocuteurs.

Cette première phase d'inscription est gratuite. A l'introduction du dossier, l'intéressé payera 1500 dinars au CCF pour accéder aux

services payants du site et la poursuite de la procédure d'inscription pour l'année suivante. «Ce nouveau dispositif n'est aucunement lié à la nouvelle politique d'immigration, mais répond à un souci de renforcer la coopération franco-algérienne dans le domaine universitaire», souligne encore le conseiller de coopération et d'action culturelle à l'ambassade de France. Il en veut pour preuve la stabilité dans la délivrance des visas étudiant qui tourne annuellement autour de 3 400 DA.

Il est à noter que toute demande de visa étudiant doit passer obligatoirement par les services de Campus France Algérie qui se chargeront de transmettre le dossier final au consulat de France. Et c'est à l'administration consulaire qu'incombe la décision souveraine d'accorder ou de refuser un visa d'études. L'admission à l'établissement supérieur relève, elle, exclusivement de celui-ci.

Selon les responsables de Campus France Algérie, une enquête menée auprès de 1023 étudiants entre août et septembre 2007, a révélé que 76% des étudiants ayant répondu au questionnaire, se déclarent «satisfaits ou très satisfaits» du service contre 13% de non satisfaits. En 2007, 30 017 ouvertures d'espace personnel étudiant sur le site Campus France Algérie ont été enregistrées.

L. M.

## GRÈVE DES PARAMÉDICAUX LES 16,17 ET 18 MARS PROCHAINS

### Mobilisation à l'est du pays

**Dans un point de presse tenu hier au CHU de Constantine, les responsables de la branche locale du Syndicat algérien des paramédicaux (SAP) ont réitéré leur adhésion à la grève annoncée par le conseil national de ce syndicat pour les 16, 17 et 18 mars prochains et rappelé leur motivation dont les revendications du syndicat.**

Les syndicalistes du SAP rejettent catégoriquement l'instruction interministérielle du 23 février 2008 relative à la mise en œuvre des dispositions du décret exécutif n° 08-06 du 23 février 2008 portant mesures transitoires d'application du décret présidentiel n° 07-304 du 29 septembre 2007 fixant la grille indiciaire des traitements et le régime de rémunération des fonctionnaires qui, selon les termes du secrétaire de la branche de Constantine du SAP, ne répond pas aux aspirations des paramédicaux portées par la mouture de l'avant-projet du statut particulier des paramédicaux, élaborée par une commission nationale ad hoc du SAP et acceptée au départ par le ministère de tutelle, et ce, avant même la confection de la nouvelle grille des salaires des fonctionnaires. Néanmoins, le SAP revendique l'intégration des cours de formation des paramédicaux dans le système LMD pour mieux faciliter l'évolution des carrières de ces derniers. Une entreprise qui ne peut se réaliser sans revoir la classification des paramé-

di-caux dans la nouvelle grille des salaires, lesquels sont actuellement dans la catégorie B 10. «Nous revendiquons le reclassement dans la catégorie A 11.

Une telle mesure permettra la revalorisation de la formation du paramédical et, de facto, l'amélioration de la qualité des soins», dira le SG de la branche de Constantine du SAP. Ainsi, les syndicalistes du SAP, qui ont qualifié de ballon de sonde ladite instruction interministérielle émise par le gouvernement pour tester la réaction des syndicats, ont dénoncé d'autres «lacunes» dans le nouveau statut particulier des paramédicaux qui ne permet guère l'amélioration des conditions de travail de ce corps des travailleurs de la santé.

Il s'agit, selon le SG du SAP de Constantine, de coter le point indiciaire à 70 DA au lieu de 45 DA, de doter ce corps de certaines commodités d'usage dans les différentes structures sanitaires comme l'affectation de chambres de garde, de vestiaires, de sanitaires pour lui faciliter l'accomplissement de ses tâches en plus de

l'adoption d'un régime indemnitaire adéquat par rapport au caractère spécifique de la profession. «Ce nouveau statut piégé et entouré de flou, en d'autres mots, n'est pas explicite notamment en matière de promotion et d'évolution de la carrière du paramédical d'autant qu'il ne nous protège pas contre les risques de la profession parce qu'il n'arrête ni de prime de garde ni prime de contagion ou de nuisance d'autant qu'il ne nous donne pas droit à une prime de documentation.

Comment peut-on actualiser nos connaissances et suivre l'évolution de la science en matière de soins et améliorer la qualité de notre prestation ?» s'est-il interrogé. Dans le même contexte, le chargé de communication de cette branche du SAP a précisé que toutes ces revendications ont été consignées dans l'avant-projet du statut particulier présenté au ministère de tutelle par le SAP.

Selon les responsables locaux du SAP, ce syndicat a déposé, à l'issue de l'assemblée générale du conseil national tenue le 28 février dernier, le préavis d'une grève nationale de trois jours.

Le conseil national du SAP, tout «en rendant hommage aux paramédicaux pour leur suivi massif à l'appel du SAP à la grève des 17 et 18 février 2008», a adopté le mot d'ordre d'une grève du 16 au 18 mars où «seul le

service minimum sera assuré». Une démarche protestataire imposée par «la fermeture de toute porte de dialogue» s'agissant des revendications des paramédicaux qui, d'après les syndicalistes de Constantine, n'ont pas «trouvé d'écho auprès de la tutelle qui, au lieu d'appeler au dialogue, a fait appel à la justice pour stopper la grève de février et imposer aux paramédicaux un statut provisoire pourtant rejeté lors de cette grève».

Plusieurs assemblées générales ont été tenues à travers le territoire national pour promouvoir cette démarche protestataire et des préavis de grève ont été déposés auprès des instances concernées.

Par ailleurs, le SAP promet l'escalade dans le cas où les revendications des paramédicaux ne seraient pas prises en considération et une grève illimitée n'est pas à écarter dans ce cas, selon les mêmes interlocuteurs.

Il convient de noter que le SAP compte 42 000 adhérents dans les effectifs des paramédicaux qui s'élèvent à 92 000, soit 50% du personnel des services de la santé, à travers le territoire national, toujours d'après les responsables locaux du SAP qui ont souligné, sur un autre chapitre, le problème de la mauvaise répartition des effectifs dans les différents services du CHU de Constantine.

Lyas Hallas

## ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES

### 14,5 milliards de dinars octroyés en 2008 pour les opérations de maintenance

**La maintenance et l'entretien des établissements scolaires est un programme important a déclaré, hier, M. Boubekeur Benbouzid du fait, que «ces infrastructures abritent des enfants et un nombre important de personnels».**

**Fatma-Zohra B. Alger (Le Soir)** - Le premier responsable du secteur de l'éducation soulignera toutefois, que les établissements en question ont été longtemps ignorés par les services en charge réglementairement, notamment les collectivités locales, et ce, en raison, entre autres, de l'absence de moyens.

Cette situation a, en fait, constitué un véritable problème pour le secteur car la réparation et l'aménagement des infrastructures éducatives, notamment des écoles primaires dont l'entretien revenait aux communes, n'étaient prises en charge ni par le budget d'équipement ni par celui affecté au fonctionnement. Ceci d'autant que la réhabilitation et l'entretien ne représentent souvent pas une priorité pour

les collectivités locales, surtout pour les moins nanties d'entre elles. Selon le ministre, le problème de la maintenance à long terme du cadre bâti n'a été pris en charge qu'en 1995 au titre de budget de l'Etat, et ce, pour un montant de 2,7 millions de dinars. «Toutefois, assurera le ministre, l'action de maintenance à long terme est permanente et vise à assurer la préservation du patrimoine immobilier.» Pour cela, selon Boubekeur Benbouzid, une enquête a été lancée en 1998 au niveau de toutes les wilayas dont les résultats ont permis d'établir un diagnostic de la situation du parc immobilier du secteur.

Par ailleurs, suite à cette enquête, un programme de financement a été mis au point au profit des établissements scolaires portant sur quatre années à raison de 1,5 milliard de dinars par an. Ainsi et dans le cadre du budget de l'Etat dans le cadre du programme de soutien à la croissance (2005-2009), il a été affecté un montant de 16,7 milliards de dinars inscrit à l'indicatif des wilayas au profit de 4 422

écoles primaires, soit 25% du total des établissements, ainsi que de 1 988 collèges et 932 lycées. Il s'agit ainsi de 7 342 établissements tous cycles confondus pris en charge durant la période 2005-2007 sur un total de 23 016. Pour l'année 2008, explique le ministre, l'effort sera poursuivi à tra-

vers une enveloppe de 14,5 milliards de dinars octroyés dans le cadre de la loi de finances avec 4 milliards pour le cycle primaire, 3,170 milliards pour le moyen et 7,330 milliards pour le secondaire dont 4,5 milliards pour la restauration des anciens lycées.

F. Z. B.

## LE MINISTRE DE L'ÉDUCATION L'A DÉCLARÉ HIER : «Le volume horaire de certaines matières sera réduit»

En marge de la rencontre tenue hier au siège de son ministère, le ministre de l'Éducation nationale a déclaré que le volume des livres scolaires sera réduit. Celui des horaires de certaines matières sera également revu à la baisse, en vue d'assurer aux élèves une meilleure assimilation. Certaines matières seront même supprimées, à l'instar de l'éducation scientifique. Ceci alors que dans le cadre de la réhabilitation des établissements scolaires, ces derniers seront dotés de casiers pour chaque élève. Ainsi, il existe 18 500 écoles primaires qui accueillent en moyenne chacune d'elles 700 élèves qui disposeront donc d'autant de casiers. Le ministre évoquera aussi le cas des élèves de la sixième qui passeront cette

année d'office au cycle moyen. Il dira à ce propos qu'exceptionnellement, il n'y aura pas une double cohorte avec celle de l'ancien système avec un cursus de six ans et celle des années de la réforme qui compte cinq années d'études. Ainsi et si les élèves de l'ancien système, a expliqué le ministre, accéderont d'office au moyen, ils passeront quand même l'examen de la sixième pour une évaluation de niveau. Selon le ministre, ce passage d'office concernera en fait les 5 ou 6% des cas d'échec en moyenne à la sixième. Ces derniers, une fois dans les classes du moyen, a assuré le ministre, bénéficieront d'un suivi particulier.

F. Z. B.